

Index AI : PRE01/203/2012  
17 April 2012

## **Guinée-Bissau. Répression croissante au lendemain du coup d'État militaire**

Les restrictions croissantes visant les manifestants, les médias et la liberté de mouvement alimentent la peur et l'insécurité au lendemain du coup d'État militaire en Guinée-Bissau, a déclaré Amnesty International.

« Des mesures de plus en plus répressives sont employées par l'armée pour tenter d'étouffer les critiques grandissantes dans le pays et à l'échelle internationale, a souligné Marisé Castro, spécialiste de la Guinée-Bissau au sein d'Amnesty International.

Des sources présentes dans la capitale, Bissau, ont indiqué à Amnesty International que les postes de contrôle et les barrages routiers militaires se multiplient dans la ville – en particulier le long de la route menant à l'aéroport – et que des véhicules sont arrêtés et fouillés.

Des manifestations pacifiques organisées spontanément par des femmes et des jeunes ont été violemment réprimées par l'armée ces derniers jours.

Le week-end dernier, certains manifestants ont été frappés à coups de crosse de fusil par des soldats et un protestataire aurait été blessé à l'arme blanche à la jambe ; il se trouve maintenant à l'hôpital dans un état grave mais stable.

Toutes les stations de radio privées ont été fermées juste après la prise du pouvoir par l'armée jeudi dernier. Celles qui ont essayé de rouvrir ont été à nouveau interdites d'antenne si elles critiquaient l'armée.

La radio nationale est quant à elle rétablie et fonctionne, mais sous le contrôle de l'armée.

« Amnesty International appelle les autorités militaires à respecter et protéger les droits humains, notamment les droits à la liberté de mouvement, de réunion pacifique et d'expression », a précisé Marisé Castro.

L'organisation demande également la libération immédiate de l'ancien Premier ministre Carlos Gomes Júnior et du président par intérim Raimundo Pereira, qui sont détenus depuis le coup d'État du 12 avril.

Tous deux ont été transférés samedi à la caserne de Mansoa, à environ 60 km au nord de Bissau, et les conditions de leur détention restent un sujet de préoccupation. Selon certaines informations, ils sont détenus au secret dans une petite cellule infestée de moustiques, sans eau ni toilettes.

Carlos Gomes Júnior souffre de diabète et a besoin de prendre quotidiennement des médicaments dont il a été privé, si bien qu'il est tombé malade samedi.

Amnesty International n'a pas pu confirmer si, à la suite de négociations, la Croix-Rouge a été autorisée à lui rendre visite et à lui fournir le traitement nécessaire.

Des défenseurs des droits humains et d'autres membres de la société civile, dont beaucoup avaient reçu des menaces de mort anonymes après les élections en mars, se cachent par crainte pour leur vie à la suite de la prise du pouvoir par l'armée.

Certains ministres du gouvernement sont également entrés dans la clandestinité pour éviter une arrestation et des soldats qui les cherchent ont frappé et menacé leurs proches, associés et employés.

« On ne sait pas du tout combien de personnes ont été placées en détention. Les autorités militaires doivent publier des informations quant au nombre d'arrestations, ainsi que les noms et le lieu de détention des personnes arrêtées, a ajouté Marisé Castro.

« Il est inacceptable que des civils vivent dans la crainte pour leur sécurité. Nous recevons des informations indiquant que des habitants de Bissau quittent la ville et que le prix de la nourriture augmente. On ne peut pas laisser cette situation se dégrader encore. »